ASSEMBLÉE NATIONALE

25 juin 2025

RÉFORME DE L'AUDIOVISUEL PUBLIC ET SOUVERAINETÉ AUDIOVISUELLE - (N° 1591)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 376

présenté par

Mme Taillé-Polian, M. Corbière, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain,
Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet,
M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin,
M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais,
M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol,
Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, M. Tavernier,
M. Thierry et Mme Voynet

ARTICLE 5

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Après l'alinéa 10, insérer l'alinéa suivant :

« L'État précise les missions de service public auxquelles devront renoncer les sociétés s'il ne respecte pas les prévisions pluriannuelles de ressources publiques. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à rappeler que l'Etat ne respecte pas les engagements de financement de l'audiovisuel public qu'il a lui-même inscrit dans les contrats d'objectif et de moyens. Cette situation fausse la prévisibilité des sociétés de l'audiovisuel public et les contraint à assumer seules la décision de renoncer à certaines de leur mission, à l'image de l'arrêt de la diffusion de la radio Mouv' de Radio France à destination de jeunes, en contradiction avec les objectifs affichés du gouvernement.

Plutôt qu'une réforme de gouvernance, le groupe Écologiste et Social appelle l'adoption et au respect d'une stratégie de financement pluriannuelle ambitieuse pour l'audiovisuel public afin de faire face aux enjeux de désinformation et de transition numérique.